

# Une question (re)devenue centrale : le temps de travail

Corine Maitte, Didier Terrier

---

Genèses n° 85, décembre 2011

## Ouvrages commentés

CROSS, Gary S. 1989. *A Quest for Time. The Reduction of Work in Britain and France, 1840-1940*. Berkeley, University of California Press.

DE VRIES, Jan. 2008. *The Industrious Revolution. Consumer Behavior and the Household Economy, 1650 to the Present*. Cambridge, Cambridge University Press.

FRIDENSON, Patrick et Bénédicte REYNAUD (éd.). 2004. *La France et le temps de travail (1814-2004)*. Paris, Odile Jacob.

LINHART, Danièle et Aimée MOUTET (éd.). 2005. *Le Travail nous est compté. La construction des normes temporelles du travail*. Paris, La Découverte (Recherches).

THOEMMES, Jens. 2000. *Vers la fin du temps de travail ?* Paris, Puf (Le travail humain).

THOMPSON, Edward P. 2004 [1967]. *Temps, discipline du travail et capitalisme industriel*. Paris, La Fabrique, (éd. orig., « Time, Work-Discipline and Industrial Capitalism », *Past & Present*, n° 38 : 56-97).

VOTH, Hans Joachim. 2000. *Time and work in England, 1750-1830*. Oxford, Clarendon Press (Oxford Historical Monographs).

En France, les négociations sur le temps de travail, la mise en application des 35 heures, puis leur contournement par les lois Fillon, ont largement contribué à amplifier la réflexion liée à la durée du travail depuis une douzaine d'années. Quantité de publications abordent dorénavant ce thème dans différents champs disciplinaires et entrent en écho les unes avec les autres. Toutes ont ainsi nourri le renouveau des études sur le travail en général, sur le temps de travail en particulier. Mais si les investigations portant sur le présent immédiat ou le *XX<sup>e</sup>* siècle dans son ensemble se sont multipliées, la réflexion

spécifique autour du temps de travail reste largement à mener pour les périodes anciennes<sup>1</sup>. Pourtant, son importance n'est pas moins grande quand il s'agit de caractériser la relation au travail et les manières de vivre des populations laborieuses. Ainsi, s'ils ont été fort diserts, notamment dans les années 1970, sur l'étude de l'évolution pluri-séculaire des salaires, les historiens ont largement laissé dans l'ombre la question proprement dite du temps de travail, en Europe continentale du moins. Ce faisant, les appréciations apportées sur la réalité des niveaux de vie au sein des groupes sociaux ont proba-

blement été gauchies. La mesure du temps de travail doit donc être reprise si l'on veut résoudre, par exemple, la contradiction qui existe entre la diminution des salaires réels et l'augmentation de la consommation populaire au cours des décennies prérévolutionnaires. Autre exemple : quand les sources le permettent, on ne saurait ignorer les stratégies qui obligent de façon très précoce le travailleur à optimiser le temps consacré au labeur. D'où l'intérêt que revêtent les études récentes venues d'horizons disciplinaires variés : elles engagent à une relecture critique des travaux consacrés à la part du travail dans les mécanismes qui ont enclenché le développement économique, plus particulièrement en Angleterre. Elles devraient conduire également les historiens à renouveler l'approche en longue durée de la question du temps de travail, au prix d'un retour aux sources pour mesurer les réalités effectives, sur le terrain, de la durée de l'effort productif de chacun au quotidien.

## Une question d'actualité

Il ne s'agit pas ici de résumer, même à grands traits, l'immense champ des études sociologiques consacré à la question, mais plutôt de présenter ce qui, dans ces recherches, nous semble pouvoir être mis en regard des études historiques et susciter un échange fécond entre les deux disciplines. Jens Thoemmes incite lui-même à faire le lien quand il explique que la période actuelle voit se diluer tout l'arsenal législatif laborieusement mis en place depuis les débuts de la révolution industrielle pour renouer avec une conception du travail où la flexibilité temporelle, mais aussi la multiplication des emplois intermittents ou à temps partiel, accompagnent la redéfinition du temps de travail (Thoemmes 2000,

2010). De fait, ses travaux, comme ceux de nombreux autres sociologues (par exemple Péliisse 2008), prolongent en quelque sorte le constat qu'avait fait Jacques Freyssinet d'un « temps de travail en miettes » (1997) et mettent l'accent sur le déplacement opéré dans les politiques de réduction du temps de travail : d'abord conçues comme un moyen d'agir sur le niveau de l'emploi, elles sont devenues « une contrepartie ou une compensation de l'aménagement du temps de travail » (Thoemmes 2000 : 50). Depuis les années 1980, à la centralité de la durée hebdomadaire du travail (en baisse en Allemagne ou en France) s'est donc substitué « le temps des marchés »<sup>2</sup> sur fond d'action syndicale orientée vers des logiques de compromis liées aux menaces pesant sur l'entreprise et l'emploi. Annualisation du temps, partage flexibilisé du travail, temps réduit, pluriactivité... perte salariale aussi : la nouvelle donne n'est pas sans risque pour la santé des travailleurs, leur niveau de vie ou l'articulation entre temps de travail et temps sociaux (Lurol et Péliisse 2002). Dans la foulée, Michel Lallement (2003) associe « temps, travail et modes de vie ». Quelles sont les incidences de la flexibilité sur les rythmes sociaux, ses implications au quotidien pour les statuts et les conditions de vie des travailleurs ? En un mot, en tenant compte de la multiplicité des situations, depuis le travail de nuit jusqu'au temps partiel, depuis le travail des cadres de l'informatique jusqu'au travail des femmes peu ou pas qualifiées, comment évolue la place du travail dans nos vies ? Une question actuelle, mais qui se pose également dans la profondeur historique. Plusieurs publications récentes de sociologues présentent pour l'historien un intérêt certain pourvu que les sources archivistiques autorisent, pour les époques antérieures, des investigations en ce sens. Toutes montrent, au préalable, que le temps de travail suppose une approche multiple, très différenciée,

voire individu par individu, a fortiori si on la met en relation avec les temps sociaux.

Le temps de travail est-il d'abord un espace clairement circonscrit dans le quotidien de chacun ? Certes, la notion de « durée de travail effectif » est une lente construction historique ; depuis l'adoption de la loi sur les 35 heures, elle est considérée de manière explicite comme le « temps pendant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur » (Boisard 2005). Toutefois, si cette définition est congruente avec la nature de la relation salariale, elle laisse subsister une incertitude sur la nature de certains temps liés au temps de travail, comme les pauses ou les temps de transport (Pélisse 2008 : 23). Elle permet de relativiser l'impact de la réduction du temps de travail en soulignant combien la durée de travail est tout à la fois ce qui est mesuré comme tel et ce qui relève d'une amplitude de la journée de travail dont l'approche comporte toujours une part d'arbitraire, au Moyen Âge ou à l'époque moderne comme aujourd'hui<sup>3</sup>.

Le temps est aussi l'expression d'un rapport de force qui met aux prises, d'une part celui qui achète du temps, des capacités et de la subjectivité dans le cadre d'un procès de travail, d'autre part celui qui, s'il vend son temps, entend préserver une certaine maîtrise de celui-ci. Autrement dit, si le temps de travail est une marchandise, c'est aussi du temps humain (Linhart et Moutet 2005 : 7). La solution « taylorienne » a privé le travailleur de sa capacité d'initiative en le soumettant au temps de la machine<sup>4</sup>. Toutefois, l'organisation du temps de travail dans les usines de construction automobile, marquée notamment par la pratique du chronométrage et la stricte définition des temps alloués au travail, a rencontré ses limites au cours des années 1970 (Moutet 2005 ; Hatzfeld 2005). Car la prétention à fixer un usage objectif du temps de travail payé a été contestée, non seulement par les ouvriers, mais aussi par les experts de

la rationalisation des gestes. Voilà pourquoi les managers modernistes ont choisi de miser sur la mobilisation et l'engagement de chaque salarié, pour que chacun fasse « un usage de soi » et de ses compétences au service de l'entreprise. Bien sûr, la logique « taylorienne » continue de marquer de son empreinte bien des situations : l'exemple des transformations du métier de chauffeur routier, de plus en plus dépossédé de son usage du temps, montre qu'il existe des variantes à cette nouvelle approche du temps de travail (Desfontaines 2005). Mais, au nom de la disponibilité, l'inventivité, la flexibilité, la responsabilisation, il s'agit dorénavant de mettre le plus possible les émotions, les affects, l'intelligence et l'énergie des salariés prioritairement au service de l'entreprise. Et l'on retrouve le temps de travail, car ceci ne va pas sans horaires modulables ou atypiques. Comment douter que, dans ces conditions, c'est l'ensemble des temps sociaux qui sont affectés par cet enchevêtrement entre vie professionnelle et vie privée ?

Voilà pourquoi le travail est mis « sous tensions » (Lallement 2010) et engendre des souffrances nouvelles. Aussi, par-delà la question fort complexe de la santé au travail, les nouvelles formes d'organisation du temps de travail exigent de prendre dorénavant en compte, au ras du sol, la complexité de la vie au travail pour saisir ce que passer du temps au travail veut dire et comment cela engage l'ensemble des temps sociaux. Les disponibilités temporelles exigées dans de nombreuses professions (les infirmières par exemple, ou bien encore certains métiers du commerce, des services ou du secteur social), tout comme le travail de nuit ou par postes : tout cela montre combien rythmes du travail et de la vie familiale ou sociale s'entrecroisent et s'entrechoquent (Boulin, Lallement et Volkoff 2006). Si cela est vrai pour la période actuelle, cela ne l'est pas moins, une fois de plus, en très longue durée. La vie sur les lieux de travail est fréquemment

indispensable à l'époque préindustrielle, par exemple dans les métiers qui exigent un feu continu (verre, sidérurgie, savonnerie, etc.).

Tout cela va donc bien au-delà de la seule réduction du temps de travail entendue jusqu'ici par les historiens, pour l'essentiel, dans son acception étroitement comptable. Toutefois, il est certain que la publication, au début des années 1990, de séries longues retraçant l'évolution du temps passé à travailler a permis de donner des ordres de grandeur mettant celle-ci en perspective avec l'évolution de la population active, la structure sociale, ou encore la productivité au travail (Marchand et Thélot 1991). Certes, la construction de séries homogènes sur deux siècles ne va pas sans limites, tant les catégories mises en œuvre pour ce faire sont susceptibles de recouvrir des réalités bien différentes selon les époques (Desrosières 1992). Mais ce travail a eu le grand mérite de poser une question jusqu'alors peu mise en évidence de la sorte.

Pourtant, deux ans auparavant, Gary Cross (1989) avait publié un livre qui tentait d'expliquer comment, entre le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et le milieu du XX<sup>e</sup>, en Angleterre et en France, la diminution de la durée quotidienne du travail, ou encore l'apparition de la « semaine anglaise », relevaient certes de la combativité ouvrière, mais aussi plus largement du contexte sociopolitique qui caractérisait les deux sociétés : une nouvelle conception des loisirs, propice à la vie familiale et à la détente, débouchait sur de nouvelles exigences politiques. Personne n'y restait insensible, du côté des classes dirigeantes comme du côté des ouvriers. À partir des décalages chronologiques et sectoriels entre les deux sociétés, Cross montrait que des modifications culturelles avaient une part significative dans les changements législatifs. Ce livre a le mérite de mettre en jeu la multiplicité des facteurs déterminant le temps de travail. Mais la mesure des réalités effectives à ce propos, autrement dit le cœur de la question, y est

inexistant, voire occulté.

Publié en 2004, l'ouvrage collectif dirigé par Patrick Fridenson et Bénédicte Reynaud (2004) a pris précisément à bras le corps un aspect de cette histoire du temps de travail, entendue comme la construction d'un appareil législatif et normatif qui nous conduit des premiers temps de la révolution industrielle à la mise en place des 35 heures dans un cadre national. Si le second XX<sup>e</sup> siècle occupe la majeure partie de l'ouvrage, les contributions de Jérôme Bourdieu et Bénédicte Reynaud d'une part, de Patrick Fridenson d'autre part, balisent le terrain et offrent un point d'appui pour les recherches à venir. La première entend ne pas se satisfaire de l'impact des revendications ouvrières et des mobilisations collectives pour comprendre le processus de réduction du temps de travail au XIX<sup>e</sup> siècle. Du côté des employeurs, le changement de l'horizon temporel, qui les conduit à penser à long terme, les incite à surmonter les blocages liés à la question de la concurrence entre les entreprises pour concevoir qu'une main-d'œuvre en meilleure santé peut permettre des gains de productivité. Mais, pour concevoir ce changement de paradigme, il fallait au préalable accumuler l'information propre à changer les représentations du rapport entre le temps de travail et l'efficacité économique... Attentif à identifier et contextualiser les combinaisons instables entre acteurs, modalités contractuelles, législatives, réglementaires et types de réduction (à l'année, à la semaine ou à la journée), Fridenson offre par ailleurs des jalons pour comprendre, dans un contexte européen marqué par l'antériorité britannique, l'évolution chronologique et les ressorts profonds qui, au niveau international, avaient conduit à la réévaluation de la question (voir aussi à ce propos Cross 1988).

Abondamment commenté, l'ouvrage de P. Fridenson et B. Reynaud voit manifestement l'approche institutionnelle prendre le

dessus et contourner les pratiques effectives. C'est vrai, de manière clairement assumée, concernant la durée du travail pour le XIX<sup>e</sup> siècle. C'est vrai aussi pour le XX<sup>e</sup> siècle, alors même que des enquêtes et des travaux de terrain, le plus souvent délaissés ici, auraient permis d'affiner l'information<sup>5</sup>. La remarque vaut également pour les transformations des caractéristiques des tâches à accomplir, leur rythme, voire l'articulation entre les temps sociaux et la durée du travail. Toutefois, cet ouvrage a d'ores et déjà fait date pour au moins trois raisons. D'abord, il se situe clairement à l'articulation de la loi ou du règlement d'une part, du contractuel et des pratiques d'autre part, même s'il privilégie les premiers. Toute étude de terrain ne peut ignorer les cadres de référence, et ce travail facilite grandement la tâche. Ensuite, entre les acteurs, les combinaisons sont complexes et, s'il faut réexaminer le poids des luttes sociales dans la diminution de la durée du travail, c'est probablement pour traquer toutes les raisons qui conduisent subrepticement salariés ou employeurs à se satisfaire d'arrangements multiples et variables dans un cadre législatif donné. Dans les années 1960 déjà, William Grossin insistait sur la « dimension psycho-sociale de la durée du travail ». L'acceptation des horaires au sein de l'entreprise, selon lui, n'était pas sans relation avec les différentes caractéristiques du personnel, la durée du travail étant déterminée sur la base d'un compromis subtil entre la volonté patronale et les souhaits du groupe qui la pratique (Grossin 1967). Enfin, si elle n'est pas toujours présente de manière explicite dans l'ouvrage, la dimension internationale affleure suffisamment pour mettre en évidence la nécessité de multiplier les échelles de l'analyse et de comparer, au moins à l'échelle européenne.

Finalement, les publications récentes sur la période contemporaine montrent que les salaires, auxquels les historiens ont accordé

toute leur attention, ne sont pas tout. Quand les tensions apparaissent sur le marché du travail et que les exigences de la concurrence se font plus rudes, tout se complique dans les rapports sociaux de production. La réduction de la durée du travail s'accompagne alors d'une intensification des tâches, d'une parcellisation de l'emploi du temps et de contraintes plus lourdes. En un mot, ce retour au « temps des marchés » résonne comme une exigence nouvelle dont les historiens doivent tenir compte : par-delà l'exigence comptable, l'intelligence des caractéristiques du temps de travail est inaccessible si l'on ne restitue pas précisément toutes les tensions qui leur donnent du corps. Développée par les sociologues, cette approche n'a pas fait l'objet d'investigations systématiques pour les périodes anciennes. Seule l'historiographie portant sur l'Angleterre a esquissé des réponses qui, quoique insatisfaisantes, attestent du caractère prometteur de ce chantier.

## Temps de travail, révolution industrielle, révolution industrielle

Dès le début de la révolution industrielle, certains observateurs avertis ne manquent pas de faire le lien entre concentration et mécanisation d'une part, augmentation de la durée du travail d'autre part. Cette mise en relation prend d'ailleurs très vite un tour politique. Friedrich Engels comme Karl Marx insistent sur l'exploitation accrue de la main-d'œuvre, dont témoigne la situation désastreuse de la classe ouvrière anglaise, astreinte à une discipline militaire ainsi qu'à des heures d'un labeur exténuant qui permettent à peine la reconstitution de la force de travail. La marchandisation du travail et celle du temps vont ainsi de pair, à leurs yeux, avec le développement du capitalisme. C'est

dans cette lignée que se situe l'article à bien des égards fondateur d'Edward P. Thompson (2004) qui oppose le temps orienté par la tâche (*task-oriented*) au temps mesuré (*timed labour*). Selon lui, le travailleur à la tâche est indifférent au temps de l'horloge, puisqu'il peut encore largement organiser son temps comme il l'entend. Au contraire, le travail salarié payé au temps suppose prévision, synchronisation, régularité des tâches et donc aliénation du temps des ouvriers. Si l'évolution est antérieure aux développements de la mécanisation<sup>6</sup>, elle atteint avec elle un point de rupture et de non-retour. En effet, l'industrialisation est avant tout une bataille du temps : la première génération, dit Thompson, lutte contre ces nouvelles contraintes temporelles, la deuxième bataille à propos du temps (pour la réduction du temps de travail), la troisième, désormais intégrée à la logique patronale, entend se faire payer les heures supplémentaires. Il s'agit bien d'une acculturation de relative longue durée : Thompson en cherche des indices dans un texte riche de suggestions et de pistes de recherche qui, parfois contestées à juste titre, restent pour beaucoup autant de chantiers à explorer. En tous cas, Thompson entend ainsi mettre l'accent sur le coût humain de l'industrialisation, dont on avait fait trop peu de cas selon lui : « La sociologie de l'industrialisation a inspiré tant d'études qu'elle ressemble désormais à un champ de bataille ravagé par des années de sécheresse morale : pour trouver des oasis de réalité humaine, nous en sommes réduits à traverser les milliers de pages d'abstractions stériles déconnectées de l'histoire » (2004 : 83).

De fait, une abondante littérature a envisagé, depuis David Ricardo et Karl Marx, les parts respectives des facteurs travail/capital dans la révolution industrielle anglaise. Si, pendant longtemps, elle fut avant tout associée à la révolution technicienne et à la substitution plus ou moins rapide du capital au

travail (Rostow 1960; Deane et Cole 1964; Landes 1969), depuis deux, voire trois décennies, cette interprétation s'est inversée. Beaucoup considèrent aujourd'hui que le facteur travail reste essentiel et prédominant pendant toute la première révolution industrielle anglaise (Freudenberger et Cummins 1976; Pollard 1978; Tranter 1981). Comme le note Eric Hopkins en 1982, « bien que l'on sache que les conditions de travail pouvaient être dures et les heures de travail longues avant la révolution industrielle, il y a un accord pour dire que la discipline du travail a ensuite été intensifiée, et pas seulement dans le textile<sup>7</sup> » (1982 : 52). Accord entre des historiens aussi différents que Edward Thompson, Sidney Pollard (1965), Jonathan Chambers (1972), Malcom Thomis (1974)... Pourtant, Hopkins remarquait également que, malgré tous ces travaux, des doutes subsistaient alors : « si la nouvelle discipline est devenue une réalité pour l'ensemble de la classe ouvrière, comment est-ce advenu ? Par allongement des heures de travail, un travail plus régulier, moins de jours fériés, plus de contrôles du travail ? » (1982 : 53). Force était de constater que le problème n'était pas résolu au seuil des années 1980. Une synthèse avait pourtant été tentée à ce sujet par Manfred Bienefeld en 1972, qui notait déjà l'absence surprenante de travaux : « bien que cela soit, avec le niveau des salaires, une des conditions les plus importantes des contrats de travail, ce sujet a pourtant été très négligé par la littérature économique » (1972 : 1). Mais son livre, fondé essentiellement sur des sources secondaires et au mieux des déclarations réglementaires, était décevant. Ainsi, bien qu'il affirme la nécessité de connaître la situation préalable à la révolution industrielle pour mesurer l'ampleur du changement, il se contente trop souvent d'hypothèses théoriques peu étayées<sup>8</sup>.

Hopkins avait donc raison dix ans plus tard de constater que le problème n'était pas résolu. Reprenant donc la question pour la

région de Birmingham<sup>9</sup> et les Black countries dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, il concluait qu'il était difficile de montrer qu'il y a augmentation des heures, intensification du travail et nouvelle discipline du travail dans ces deux régions. Selon lui, «dire que pendant la révolution industrielle, la majorité des travailleurs de cette région (et peut-être d'autres) sont forcés de suivre de nouvelles habitudes de travail et deviennent esclaves d'une nouvelle discipline est réellement une proposition très douteuse, et son incroyable répétition ne peut servir qu'à perpétuer un mythe historiographique» (1982 : 66). On comprend bien que derrière les divergences historiographiques, les choix idéologiques ne sont jamais loin. Mais ce qui est étonnant dans tous ces travaux, celui de Hopkins compris, c'est qu'ils sont presque uniquement fondés sur les textes réglementaires et les commissions d'enquête du XIX<sup>e</sup> siècle et pratiquement jamais sur les sources de la pratique. Malheureusement, le livre de John Rule (1986) continue sur cette lancée. Les études empiriques mesurant réellement le temps de travail de cohortes des travailleurs avant comme pendant la «révolution industrielle» sont donc extrêmement limitées (Flinn 1962; Woodward 1995; Hatcher 1998).

C'est d'autant plus étonnant qu'un autre gros chantier d'histoire économique aurait pu aborder de front le problème: celui qui porte sur les salaires et niveaux de vie, largement lié aux enquêtes sur les prix, et donc in fine aux évaluations dans la longue durée de la situation des salariés. Le travail pionnier de James E. Thorold Rogers (1884) est largement resté le fondement des études postérieures, notamment de la série d'articles de Sheila V. Hopkins et Henry Phelps Brown (1955, 1956, 1957, 1959), repris dans leur ouvrage de 1981. Mais, ne disposant que de salaires journaliers dans le secteur très spécifique du bâtiment, ces

études laissent de côté le temps: celui de la durée de la journée de travail comme celui du nombre de jours travaillés dans l'année. H. Phelps Brown et S. Hopkins affirment ainsi: «Nous avons considéré que la journée avant 1847 était d'environ 10 heures» (1955: 201), ou encore: «On ne connaît que les salaires journaliers, et on ne sait pas combien de jours les ouvriers du bâtiment travaillent dans l'année et comment ce nombre évolue» (1956: 296). Ils se concentrent donc sur le pouvoir d'achat des salaires journaliers d'une série de biens de consommation considérés comme assez représentatifs du «panier de la ménagère» de l'époque. La question du temps de travail est ainsi écartée parce que trop difficile à quantifier et mettre en série. Cela n'empêche pas ces études de mesurer l'évolution dans la longue durée du niveau de vie, et tout spécialement au cours de la révolution industrielle, sujet largement polémique depuis le débat entre Thomas S. Ashton et Eric J. Hobsbawm de la fin des années 1950: dégradation ou amélioration du niveau de vie des travailleurs anglais pendant cette période (Ashton 1949; Hobsbawm 1964)? Si on ne peut revenir ici sur les très nombreuses publications concernant ce sujet, la façon dont elles font l'impasse sur le temps de travail ne laisse pas d'étonner. Ainsi Charles H. Feinstein reconnaît-il que «les preuves sur le nombre d'heures effectives sont très inadéquates» (1998).

C'est sur la base de ce constat que Hans Joachim Voth (2000) se lance, à la même époque, dans une tentative tout à fait novatrice pour mesurer l'évolution du temps de travail en Angleterre: non pas en recherchant d'hypothétiques archives d'entreprises, mais en «inventant» à proprement parler une source, c'est-à-dire en utilisant à son profit des sources déjà connues pour de tout autres objets. C'est ainsi que la question «que faisiez-vous à l'heure du crime?», posée aux nombreux témoins qui

viennent devant les tribunaux de Londres et du nord de l'Angleterre, sert à une quantification des occupations au cours de la journée, grâce à un travail que l'on pourrait qualifier de «sociologie économétrique historique». Voth affirme en effet que les questionnaires de ces témoins passés peuvent être assimilés à la méthode du journal ou des entretiens des sociologues contemporains. La mise en fiches quantitatives de ces milliers d'informations (dix mille huit cents procès, deux mille huit cents hommes et femmes qui répondent comme témoins, dont on ne connaît à peu près jamais les âges et dont 84% sont des hommes) lui permet de construire un schéma des occupations quotidiennes et de leur évolution entre les trois périodes choisies : 1749-1763, 1799-1803, 1829-1830. Selon lui, la structure de ces occupations n'évolue que très peu. Il n'y a pas d'allongement dramatique de la journée de travail, qui est déjà particulièrement longue en 1750 (douze heures environ). Ce qui change, c'est le nombre de jours travaillés dans la semaine (disparition du «Saint Lundi», notamment à Londres) et dans l'année (réduction des jours fériés). Ainsi aboutit-il à une augmentation du nombre d'heures travaillées entre 1750 et 1800, de 2 431 à 3 416 heures pour Londres et de 2 691 à 3 532 heures pour le Nord, avant un premier déclin en 1830, respectivement à 3 350 heures (Londres) et 3 211 heures (Nord)<sup>10</sup>. Sur la base de ces données, il tente ensuite une reconstitution nationale, qui, compte tenu du poids des diverses activités aux différentes périodes, donnerait : 2 706 heures en 1750 (indice 100), 3 523 heures en 1800 (indice 130), 3 256 heures en 1830 (indice 120). Il aboutit ainsi à une révision de la durée de travail (*labour input*) pour cette période qui confirme qu'«une part très substantielle de la croissance fut le résultat d'un surplus de travail et non d'une augmentation de

la productivité» (2000 : 274) et entraîne une aggravation de la vision pessimiste des niveaux de vie des classes ouvrières anglaises.

Le travail de Voth a été commenté (Bourdieu 2001) et critiqué (Clark et Van Der Werf 1998)<sup>11</sup>. Quoique impressionnant, il nous semble pêcher par une volonté de donner du chiffre «lisse» là où celui-ci ne peut de toute façon pas l'être. Sans préjuger de la méthode économétrique mise en œuvre, on peut s'étonner de la faiblesse des échantillons : Voth le reconnaît d'ailleurs souvent lui-même, ce qui ne l'empêche pas d'aller de l'avant. Si, au niveau général, le nombre de cas est statistiquement correct, la décomposition par périodes, par sexes et surtout par activités l'est beaucoup moins : les femmes du peuple sont tellement peu nombreuses qu'aucun chiffre n'est véritablement crédible ; on peut dire la même chose des agriculteurs et, au cas par cas, d'autres activités (il n'y a par exemple que 42 artisans dans l'échantillon londonien pour 1830). Dans ce sens, on a parfois l'impression d'une véritable illusion statistique, dont le but est de produire des chiffres sur lesquels le doute est permis et qui, en outre, gommant ce qui constitue les spécificités sociales, pour ne pas dire individuelles, de ces rapports multiples au temps.

Mais venons-en à la partie explicative de l'ouvrage : quelles sont les causes de ces changements d'attitude ? Voth étudie les différents facteurs qui ont été tous largement discutés avant lui : déclin de la contrainte nutritionnelle qui conduirait à la possibilité de travailler plus (sur la base de l'étude de Hermin Freudenberger et Gaylord Cummins [1976] ensuite largement commentée, notamment par Robert W. Fogel [2004]), augmentation de la part de la population inactive (*dependency ratio*) liée aux changements démographiques (la population qui travaille doit supporter une plus grande part de jeunes ou de vieux improductifs), déclin de la morbidité, changements culturels... S'il reconnaît



une part à la modification du rapport entre population active et inactive, qui expliquerait 30 à 35 % de la hausse, il lui semble que les changements essentiels viennent du côté de l'offre de travail et non de la demande. Il reprend en particulier l'hypothèse de Jan De Vries (1994) selon laquelle ce sont les sirènes de la consommation qui poussent à un changement dans l'allocation du temps familial et dans l'augmentation de l'offre de travail salarié de la part des noyaux familiaux.

L'hypothèse de De Vries était très novatrice en 1994. Elle tentait de résoudre la contradiction entre deux séries d'enquêtes historiques différentes : d'une part, celles sur les salaires, qui montraient une stagnation, si ce n'est une baisse des salaires réels à la fin de l'époque moderne ; de l'autre, celles sur la consommation, qui détectaient une révolution des comportements, dont témoignait la multiplication des objets dans les inventaires après décès. Il prenait en outre en compte l'ensemble des recherches liées à la proto-industrie, qui montraient le développement du travail industriel dans les campagnes depuis au moins le XVII<sup>e</sup> siècle. De Vries a amplifié son propos dans un ouvrage paru en 2008 : reprenant l'expression forgée par le démographe japonais Hakira Hayami, il développe l'idée d'une « révolution industrielle » qui aurait saisi l'Europe bien avant les premières machines. L'augmentation de l'offre de travail salarié au sein des familles occidentales (hommes, femmes et enfants) aurait permis l'accroissement des productions sans changement de méthode de production ni innovation technologique majeure et aurait ainsi rendu possible la révolution industrielle. Le propos nous intéresse ici pour plusieurs raisons : il dépasse le seul cas anglais, en l'englobant dans une plus large Europe protestante dont les Provinces-Unies apparaissent longtemps leader ; de ce fait, il élargit la problématique hors des seules limites chronologiques restreintes de la « révo-

lution industrielle » anglaise pour affirmer que la « révolution industrielle » est un phénomène de bien plus longue durée (à partir des années 1650 au moins) ; il réduit d'autre part la spécificité européenne, puisqu'on la retrouve également dans la partie asiatique (Stanziani 2010). Nous renvoyons à la note critique de Jean-Yves Grenier (2010) qui montre bien les hypothèses in fine idéologiques de la thèse de De Vries, convaincu que c'est la séduction de nouveaux produits de consommation d'un luxe abordable pour les moins riches qui sous-tend cette révolution du travail : elle n'est donc pas imposée, mais voulue par les sujets car « L'homme en tant que "sujet désirant" dont la subjectivité est formée par "le désir comme un aspect fondamental du moi" n'est pas un produit du capitalisme industriel moderne ; ses origines doivent être trouvées avant », dit De Vries (2008 : 43). La consommation comme le marché apparaissent comme les deux principaux *deus ex machina* de l'ensemble de son raisonnement.

Ce qui frappe malgré tout, c'est la relative faiblesse des études empiriques sur lesquelles s'appuie De Vries pour affirmer sa thèse de la croissance de l'offre de travail des familles nord-européennes. Pour lui, l'essentiel vient de l'augmentation de la durée annuelle du travail de la part de toute la famille. Il montre d'abord que les autorités, un peu partout dans l'Europe du Nord-Ouest, réduisent le nombre de jours de fêtes, ce qui augmente selon lui d'environ 20 % le nombre de jours disponibles pour le travail. Mais il reste ensuite à prouver empiriquement « dans quelle mesure cette nouvelle capacité de travail a effectivement été utilisée » (2008 : 89). C'est la partie la plus faible de l'ouvrage : il ne cite pour les Provinces-Unies que des estimations concernant les employés publics, dont il est inutile de dire qu'ils ne sont ni femmes ni enfants, ni même membres des classes populaires. Pour

l'Angleterre, l'essentiel repose sur le travail de Voth qui, pourtant, concerne une période postérieure d'un siècle à celle des débuts supposés de la « révolution industrielle ».

Cette fragilité empirique, notamment en ce qui concerne les Provinces-Unies, a également été notée par Elise Van Nederveen Meerkerk et Ariadne Schmidt (2009). Aussi entendent-elles affronter le problème du travail des femmes et des enfants, dans un article encore non publié<sup>12</sup>. On ne peut malheureusement en donner qu'une synthèse très rapide : d'une part, elles confirment le rôle important du travail des femmes et des enfants dans l'économie néerlandaise du XVII<sup>e</sup> siècle ; mais d'autre part, elles mettent en question la relation entre cet accroissement du travail et celui de la consommation qui, dans le cas des classes populaires, apparaît à la fois discutabile (les inventaires après décès ne les concernent que très rarement) et de toute façon décalée de près d'un siècle. De ce fait, l'assertion de De Vries selon laquelle « ce sont les demandes des consommateurs qui ont été la force principale menant à l'intensification du travail des ménages reste une assertion plus qu'un fait prouvé » (*ibid.* : 14). Elles en reviennent donc à la nécessité comme facteur essentiel de la mise au travail, notamment à cause de la baisse des salaires réels dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle et de l'incertitude grandissante de la seconde partie de ce siècle. Au total, on peut à la fois conclure avec Gregory Clark et Ysbrand Van Der Werf que « malgré le travail de De Vries et de Voth, nous en savons toujours peu sur les habitudes de travail de la majorité des travailleurs avant 1800 » (1998 : 830) ; tout en reconnaissant avec Elise Van Nederveen Meerkerk et Ariadne Schmidt que « avec l'introduction et l'élaboration de sa thèse de la révolution industrielle, Jan De Vries a offert une source d'inspiration de même que des questions [*issues*] pour le débat d'un grand nombre d'historiens. Le concept a

ouvert de nouvelles possibilités pour l'étude du développement économique et des relations sociales de l'époque moderne » (2009 : 18). Au cœur des enjeux, encore et toujours, le temps, le travail.

## Quelles perspectives ?

Si les travaux dont on vient de parler, portant sur l'Angleterre et la Hollande, sont pour une part décevants de notre point de vue, ils ont néanmoins le mérite d'exister. On ne peut en dire autant du reste du continent. Le temps de travail est resté le grand absent des recherches historiques, de celles sur les salaires des années 1970 (à l'exception relative des articles de Micheline Baulant [1971] et Corinne Beutler [1971], de ce fait toujours cités), comme de celles sur les manufactures réalisées au cours des trente dernières années (à la notable exception des développements très intéressants qu'y consacre Leonard Rosenband dans son ouvrage sur les Montgolfiers [2005]), ou même des études plus récentes sur les niveaux de vie hors de l'Angleterre (Chastagnaret *et al.* 2010). On ne trouve rien non plus, ou si peu, dans les grands colloques d'histoire économique, comme ceux organisés par l'Institut Datini sur *Le forme e evoluzione del lavoro in Europa* (Guarducci 1991) ou même dans celui sur *Il tempo libero, economia e società* (Cavaciocchi 1995). Il nous semble donc urgent de reprendre cette question, en évitant les travers des reconstitutions généralisantes, déjà signalés par J. Bourdieu et B. Reynaud, c'est-à-dire en évitant de « calculer une durée de travail en multipliant une estimation de la journée « normale » par le nombre de journées habituelles de l'année, négligeant ainsi toute une série de caractéristiques qui définissent la pratique du travail » (Bourdieu et Reynaud 2004 : 22). Il faut sortir du cercle vicieux

qui part de la constatation de la grande irrégularité du travail avant le XIX<sup>e</sup> siècle (ou le XX<sup>e</sup> siècle !) pour se contenter de reconstitutions générales dont on sait qu'elles ont une valeur limitée, mais qui évitent d'affronter la multiplicité des sources et des cas empiriques. De ce point de vue, les méthodes mises en œuvre par les sociologues nous semblent pouvoir féconder le travail historique. Les sources, en effet, ne sont pas aussi inexistantes qu'on peut le penser. Les enquêtes sur les salaires ont d'ailleurs souvent identifié des fonds extrêmement importants qui ne demandent qu'à être réinterrogés à la lumière de nouveaux questionnements et de nouvelles méthodes<sup>13</sup>. Il nous semble surtout qu'il faut élargir le spectre temporel et géographique de l'enquête.

Le spectre temporel tout d'abord. Les études des médiévistes montrent en effet que les problèmes liés au temps de travail se posent dès le Moyen Âge. Comme le rappelait justement Matthieu Arnoux (2009 : 557), « La certitude qu'il fallut attendre la Révolution industrielle anglaise pour voir se développer un système salarial complexe et cohérent, qui prévaut encore chez de nombreux historiens de l'économie, a jusqu'à présent fait obstacle à une bonne appréciation des expériences antérieures en la matière ». D'où l'importance de travailler avec les médiévistes et de ne pas s'en tenir à la période 1750-1850, ou même 1650-1850. Au fond, c'est déjà à la Renaissance que naissent des utopies de limitation du temps de travail, à 6 heures (dans la première *Utopie* des temps modernes, celle de Thomas More) ou 4 heures (Tommaso Campanella au siècle suivant) : évidemment, le travail et le temps ont partie liée depuis longtemps. Or, qu'apprend-on en lisant les médiévistes ? D'une part, l'importance des déterminations temporelles du travail, qui semblent se multiplier aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, dans les réglementations, y compris sonores (les fameuses cloches qui marquent le début,

les pauses et la fin du travail), dans les conflits, dans les comptes des entreprises (Dhorn-Van Rossum 1997). Tout confirme l'épaisseur chronologique des questions tournant autour du temps de travail. D'autre part, ces travaux mettent en lumière la non-linéarité des processus. On n'assiste pas à la substitution d'un travail orienté par la tâche à un travail temporellement mesuré, comme le supposait Thompson, mais à la longue coexistence entre ces formes dont les frontières apparaissent d'ailleurs souvent floues : le travail à la tâche suppose des délais de livraison, voire des heures de présence parfois aussi contraignantes que pour le travail payé au temps. L'importance d'une forme ou de l'autre est donc à discuter. On a souvent dit que la part des salariés à temps était très minoritaire, mais un travailleur à façon peut très bien en faire travailler d'autres à la journée... Enfin, ces recherches mettent en cause les décalages spatio-temporels. Entre villes et campagnes, par exemple, des divergences existent sans doute, mais aussi des concomitances bien plus précoces que l'on ne serait enclin à le penser (Édouard Maugis [1924] évoque les conflits sur la journée de huit heures des vigneron français du XIV<sup>e</sup> siècle). Il faut donc revoir l'idée selon laquelle le temps mesuré ne serait que celui des productions urbaines tandis que celui de la campagne serait forcément conditionné par le temps naturel. Dès lors que des journaliers apparaissent à la campagne, la question de la longueur de leur journée se pose.

Il faut également élargir le domaine géographique de l'enquête : la presque totalité des études, De Vries inclus, ont pris comme présupposé que le temps de travail évoluait différemment en Angleterre et sur le continent, dans les pays protestants et catholiques. Max Weber et la révolution industrielle ont généralement suffi à justifier ce postulat qui n'a jamais été prouvé. Or, concernant les jours fériés par exemple,

il n'est pas du tout évident que la norme des pays catholiques évolue de façon très différente de celle des pays protestants et, encore moins, que les pratiques soient très divergentes. Il est plus probable que les variations soient internes aux différents pays et que la confession ne soit qu'une donnée parmi d'autres, dont le poids reste à vérifier. Encore une fois, c'est une question cruciale qui n'a pas été explorée.

Sur quoi ensuite mettre l'accent ? Une première question pourrait bien être : comment les différents acteurs abordent-ils le temps travaillé ? Mettre en perspective les différentes prises de parole sur le temps de travail, celles des employeurs, des institutions publiques, des « penseurs » théologiques, politiques, économiques, mais aussi, dans la mesure du possible, celles des détenteurs de « vies minuscules », semble la pre-

mière démarche à faire pour interroger les sources de façon non ingénue. Comprendre ce que signifient les désignations temporelles est en effet la première difficulté de l'historien par rapport au sociologue. Contrairement à ce que disait Jacques Le Goff (1960), il n'y a pas forcément unification rapide des références temporelles à la fin du Moyen Âge. Une « heure » dans les textes peut correspondre à bien autre chose que 3 600 secondes mesurées par un instrument précis. Dans la sidérurgie par exemple, une heure désigne souvent un temps d'utilisation par chacun des associés de l'implantation, ce qui peut donc correspondre à une journée et une nuit (Arnoux 2009). Même si les montres se multiplient à l'époque moderne (Landes 1987 ; De Vries 2008), les mesures du temps demeurent longtemps hétérogènes, particulièrement en ce qui concerne le travail.

## Ouvrages cités

- ARNOUX, Mathieu. 2009. « Relation salariale et temps du travail dans l'industrie médiévale », *Le Moyen Âge*, vol. 115, n° 3-4 : 557-581.
- ASHTON, Thomas S. 1949. « The Standard of Life of the Workers in England. 1790-1830 », *Journal of Economic History*, vol. 9, n° 1 : 19-38.
- BAULANT, Micheline. 1971. « Le salaire des ouvriers du bâtiment à Paris de 1400 à 1726 », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, vol. 26, n° 2 : 463-483.
- BEUTLER, Corinne. 1971. « Bâtiments et salaires : un chantier à Saint-Germain-des-Prés, de 1644 à 1646 », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, vol. 26, n° 2 : 484-517.
- BIDET, Alexandra. 2005. « La mesure du travail téléphonique. Le cas des opératrices (1910-1938) », *Histoire & Mesure*, vol. 20, n° 3-4, « Mesurer le travail » : 15-47.
- BIENEFELD, Manfred A. 1972. *Workings Hours in British Industry. An Economic History*. Londres, London School of Economics and Political Science (LSE Research Monographs).
- BOISARD, Pierre. 2005. « Genèse et transformation de la notion "durée de travail effectif" », *Centre d'études de l'emploi*, n° 36, [http://www.cee-recherche.fr/fr/c\\_pub3.htm](http://www.cee-recherche.fr/fr/c_pub3.htm) (consulté le 22 août 2011).
- BOULIN, Jean-Yves, Michel LALLEMENT et Serge VOLKOFF. 2006. « Introduction. Flexibilité, disponibilité et nouveaux cadres spatio-temporels de la vie quotidienne », *Temporalités*, n° 4, « Temps et travail » : 2-6.
- BOURDIEU, Jérôme. 2001. *Annales. Histoire, sciences sociales*, « Comptes rendus. Industrie et main-d'œuvre », vol. 56, n° 6 : 1344-1348. — et Bénédicte REYNAUD. 2004. « Discipline d'atelier et externalités dans la réduction de la durée du travail au XIX<sup>e</sup> siècle », in P. Fridenson et B. Reynaud (éd.) : 15-53.
- CAVACIOCCHI, Simonetta (éd.). 1995. *Il tempo libero economia e società : sec. XIII-XVIII. Loisirs, leisure, tiempo libre, Freizeit : atti della «ventiseiesima Settimana di studi», 18-23 aprile 1994*. Firenze, Le Monnier (Publicazioni. Serie II, Atti delle settimane di studio e altri convegni).

- CHAMBERS, Jonathan D. 1972. *Population, Economy, and Society in Pre-Industrial England*. Londres, Oxford University Press (Opus).
- CHASTAGNARET, Gérard et al. (éd.). 2010. *Los niveles de vida en España y Francia (siglos XVIII-XX)*. San Vicente del Raspeig, Publicaciones de la Universidad de Alicante; [Aix-en-Provence], Publications de l'Université de Provence.
- CLARK, Gregory. 2001. «Time and work in England, 1750-1830. By Hans Joachim Voth», *Journal of Economic History*, vol. 61, n° 4: 1123-1124.
- et Ysbrand VAN DER WERF. 1998. «Work in Progress? The Industrious Revolution», *Journal of Economic History*, vol. 58, n° 3: 830-843.
- CROSS, Gary S. (éd.). 1988. *Worktime and Industrialization. An International history*. Philadelphie, Temple University Press (Labor and Social Change).
- DEANE, Phyllis et William A. COLE. 1964 [1962]. *British Economic Growth, 1688-1959. Trends and Structure*. Cambridge, Cambridge University Press.
- DESFONTAINES, Hélène. 2005. «Apprentissage des normes temporelles du travail salarié, un nouveau défi pour les chauffeurs routiers», in D. Linhart et A. Moutet (éd.): 196-219.
- DESROSIÈRES, Alain. 1992. «Séries longues et conventions d'équivalence», *Genèses*, n° 9: 92-97.
- DE VRIES, Jan. 1994. «The Industrial Revolution and the Industrious Revolution», *Journal of Economic History*, vol. 54, n° 2: 249-270.
- DHORN-VAN ROSSUM, Gérard. 1997 [1992]. *L'histoire de l'heure. L'horlogerie et l'organisation moderne du temps*. Paris, MSH (éd. orig., *Die Geschichte der Stunde. Uhren und moderne Zeitordnung*. Munich, C. Hanser).
- FEINSTEIN, Charles H. 1998. «Pessimism Perpetuated: Real Wages and the Standard of Living in Britain during and after the Industrial Revolution», *Journal of Economic History*, vol. 58, n° 3: 625-658.
- FLINN, Michael W. 1962. *Men of Iron. The Crowleys in the Early Iron Industry*. Édimbourg, University Press (Edinburgh University Publications).
- FOGEL, Robert William. 2004. *The Escape from Hunger and Premature Death, 1700-2100. Europe, America and the Third World*. Cambridge, Cambridge University Press (Cambridge Studies in Population, Economy and Society in Past Time).
- FREUDENBERGER, Herman et Gaylord CUMMINS. 1976. «Health, Work and Leisure before the Industrial Revolution», *Explorations in Economic History*, vol. 13, n° 4: 1-12.
- FREYSSINET, Jacques. 1997. *Le temps de travail en miettes. Vingt ans de politique de l'emploi et de négociation collective*. Paris, Éd. de l'atelier.
- GAYOT, Gérard. 1998. *Les draps de Sedan, 1646-1870*. Paris, EHESS (Civilisations et sociétés).
- GRENIER, Jean-Yves. 2010. «Travailler plus pour consommer plus. Désir de consommer et essor du capitalisme, du XVII<sup>e</sup> siècle à nos jours», *Annales. Histoire, sciences sociales*, vol. 65, n° 3: 787-798.
- GROSSIN, William. 1967. «La dimension psycho-sociale de la durée du travail», *Revue française de sociologie*, vol. 8, n° 1: 31-44.
- GUARDUCCI, Annalisa (éd.). 1991. *Forme ed evoluzione del lavoro in Europa, XIII-XVIII secc.* Firenze, Le Monnier (Pubblicazioni. Serie II, Atti delle settimane di studio e altri convegni).
- HATCHER, John. 1998. «Labour, Leisure, and Economic Thought before the Nineteenth Century», *Past & Present*, n° 160: 64-115.
- HATZFELD, Nicolas. 2005. «Du règne du chronomètre au sacre du temps virtuel. Une histoire de succession aux usines Peugeot (1946-1996)», in D. Linhart et A. Moutet (éd.): 63-72.
- HOBSBAWM, Eric J. 1964. *Labouring Men. Studies in the History of Labour*. Londres, Weidenfeld & Nicolson.
- HOPKINS, Eric. 1982. «Working hours and Conditions during the Industrial Revolution: a Re-Appraisal», *Economic History Review*, vol. 35, n° 1: 52-66.
- HOPKINS, Sheila V. et Henry Phelps BROWN. 1955. «Seven Centuries of Building Wages», *Economica*, vol. 22, n° 87: 195-206.
- 1956. «Seven Centuries of the Prices of Consumables Compared with Builders' Wage-Rates», *Economica*, vol. 23, n° 92: 296-314.
- 1957. «Wage-Rates and Prices: Evidence for Population Pressure in the Sixteenth Century», *Economica*, vol. 24, n° 97: 289-306.
- 1959. «Builders' Wage-Rates, Prices, and Population: Some Further Evidence», *Economica*, vol. 26, n° 101: 18-38.

- 1981. *A Perspective of Wages and Prices*. Londres, Methuen.
- LALLEMENT, Michel. 2003. *Temps, travail et modes de vie*. Paris, Puf (Sciences sociales et sociétés).
- 2010. *Le travail sous tensions*. Auxerre, Éd. Sciences humaines (La petite bibliothèque de sciences humaines).
- LANDES, David S. 1969. *The Unbound Prometheus. Technological Change and Industrial Development in Western Europe from 1750 to the Present*. Cambridge, Cambridge University Press.
- 1987 [1983]. *L'Heure qu'il est. Les horloges, la mesure du temps et la formation du monde moderne*, Paris, Gallimard (éd. orig., *Revolution in Time. Clocks and the Making of the Modern World*. Cambridge [Mass.] Belknap Press of Harvard University Press).
- LE GOFF, Jacques. 1960. «Au Moyen Âge: temps de l'Église et temps du marchand», *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, vol. 15, n° 3: 417-433.
- LEMERCIER, Claire. 2005. «Introduction», *Histoire & Mesure*, vol. 20, n° 3-4, «Mesurer le travail»: 5-13.
- LUROL, Michèle et Jérôme PÉLISSE. 2002. «Les 35 heures des hommes et des femmes», *Travail, genre et sociétés*, n° 8: 167-192.
- MAITTE, Corine. 2001. *La trame incertaine. Le monde textile de Prato, XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles*. Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion (Histoire et civilisations).
- MARCHAND, Olivier et Claude THÉLOT. 1991. *Deux siècles de travail en France*. Paris, Insee (Études).
- MAUGIS, Édouard 1924. «La journée de huit heures et les vigneronns de Sens et d'Auxerre devant le Parlement de Paris en 1383-1393», *Revue historique*, vol. 145: 203-218.
- MOUTET, Aimée. 2005. «Études de temps et intensification du travail dans l'industrie française de 1945 à la décennie 1960», in D. Linhart Danièle et A. Moutet (éd.): 28-61.
- PÉLISSE, Jérôme. 2008. «Retour sur les 35 heures et ses ambivalences», *Revue Savoir/Agir*, n° 3, «Le travail: ambivalence et contradictions»: 21-31.
- POLLARD, Sidney. 1965. *The Genesis of Modern Management. A Study of the Industrial Revolution in Great Britain*. Cambridge (Mass.), Harvard University Press.
- 1978. «Labour in Great Britain», in Peter Mathias et al. (éd.), *The Cambridge Economic History of Europe*, vol. 7: *The Industrial Economies Capital, Labour, and Enterprise*. Cambridge (GB), Cambridge University Press: 55-59.
- REID, Douglas. 1976. «The Decline of Saint Monday», *Past & Present*, n° 71: 76-101.
- 1996. «Weddings, Weekdays, Work and Leisure in Urban England, 1791-1991», *Past & Present*, n° 153: 135-163.
- ROGERS, James E. Thorold. 1884. *Six Centuries of Work and Wages*. Londres, W.S. Sonnenschein.
- ROSENBAND, Leonard N. 2005 [2000]. *La fabrication du papier dans la France des Lumières. Les Montgolfier et leurs ouvriers, 1761-1805*. Rennes, Pur (Collection Carnot), (éd. orig., *Papermaking in Eighteenth-Century France. Management, Labor and Revolution at the Montgolfier Mill, 1761-1805*. Baltimore [MD] John Hopkins University Press).
- ROSTOW, Walt W. 1960. *The Process of Economic Growth*. Oxford, Clarendon Press.
- RULE, John. 1986. *The Labouring Classes in Early Industrial England, 1750-1850*. Londres, Longman (Themes in British Social History).
- SEYS, Baudouin. 1975. «Les horaires de travail en 1974», *Économie et statistique*, vol 69, n° 1: 7-17.
- STANZIANI, Alessandro (éd.). 2010. *Le travail contraint en Asie et en Europe, XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*. Paris, MSH.
- THOEMMES, Jens. 2010. *La négociation du temps de travail. Une comparaison France-Allemagne*. Paris, LGDJ-Lextenso (Droit et société).
- THOMIS, Malcolm I. 1974. *The Town Labourer and the Industrial Revolution*. Londres, B.T. Batsford (Studies in Economic and Social History).
- TRANter, Nick L. 1981. «The Labour Supply, 1780-1860», in Roderick Floud et Deirdre N. McCloskey (éd.), *The Economic History of Britain since 1700*. Londres, Cambridge University Press: 204-226.
- TRIVELLATO, Francesca. 1999. «Salaires et justice dans les corporations vénitienes au XVII<sup>e</sup> siècle. Le cas des manufactures de verre», *Annales. Histoire, sciences sociales*, vol. 54, n° 1: 245-273.

VAN NEDERVEEN MEERKERK, Elise et Ariadne SCHMIDT. 2009. « Women's and Children's Work in an Industrious Society: The Netherlands, 17th-19th Centuries », Paper for the World Economic History Congress, Session H4, 4 août 2009: 1-25. <http://www.wehc-2009.org/programme.asp?all=1> (consulté le 20 août 2010).

VATIN, François. 2003. « Du nouveau sur le taylorisme, la discipline du travail et la manière d'écrire l'histoire? », *Revue du Mauss* [Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales], n° 22 : 427-445.

WOODWARD, Donald. 1995. *Men at Work. Labourers and Building Craftsmen in the Towns of Northern England, 1450-1750*. Cambridge, Cambridge University Press (Cambridge Studies in Population, Economy and Society in Past Time).

## NOTES

1. Claire Lemerrier (2005) faisait déjà le même constat s'agissant des publications récentes relatives à l'histoire du travail en général. S'il semble permis d'être moins pessimiste aujourd'hui, il est net que cette appréciation reste pertinente.

2. Par « temps des marchés », Jens Thoemmes entend la tendance actuelle, qui, selon lui, renoue en quelque sorte avec l'époque médiévale, où « les variabilités du temps de travail obéissent plus à des logiques commerciales, voire financières, qu'aux lois de la production elle-même » (2010 : 12).

3. Jérôme Pélisse (2008 : 23) note en effet que l'application des 35 heures a entraîné « la sortie des temps de pause ou des jours fériés du temps de travail effectif auquel ils étaient assimilés auparavant [...] ».

4. D'ailleurs, la remarque vaut également pour de nombreux métiers de service dès l'entre-deux-guerres (Bidet 2005). Pour une discussion autour du terme même de « taylorisme », voir notamment François Vatin (2003).

5. Un exemple : Baudouin Seys (1975). Cet article repose sur une enquête qui distingue Paris et la province, hommes et femmes, grandes catégories socioprofessionnelles. Qui plus est, il inclut temps de pause, trajets, travail de nuit et horaires de début et de fin du travail.

6. Edward P. Thompson cite par exemple la régularité du temps mise en place par les usines métallurgiques de Crowley et note que « le cadre familial du capitalisme

industriel discipliné apparaît ainsi dès 1700, avec les fiches horaires, la pointeuse, les mouchards, les amendes » (2004 : 66).

7. La traduction française des citations est notre fait.

8. Certaines de ses affirmations laissent pantois : « après le Statut de 1563, la journée de travail n'est plus un sujet de législation, ce qui signifie qu'elle n'est plus objet de contestation » et « Les quelques données disponibles semblent indiquer que le Statut est appliqué » (1972 : 16) ; « les dix heures de travail ont été généralement obtenues au XVIII<sup>e</sup> siècle, sans vraiment de conflits » (*ibid.* : 11).

9. Cette région a également fait l'objet des enquêtes de Douglas Reid en 1976 et 1996 sur les pratiques du « Saint Lundi », autrement dit l'habitude prise par certains ouvriers de chômer le lendemain du dimanche (1976, 1996).

10. Il passe en revue différentes méthodes de calcul qui donnent des résultats différents (Voth 2000 : 120 et suiv.).

11. Voir aussi le compte rendu de ce livre par Gregory Clark (2001) qui exprime les mêmes doutes que nous à propos des faibles chiffres sur lesquels se fondent parfois les statistiques.

12. Nous les remercions de nous autoriser ici à le citer.

13. Sur la question même des salaires, il y aurait beaucoup à dire et sans doute à reprendre pour sortir des moyennes/modes/indices élaborés par ces recherches. Voir notamment Francesca Trivellato (1999).